

# Le Collectif Dom dénonce les bidonvilles des « Départements d'Outre-Mer » et invite Dominique de Villepin à trancher

200 000 familles vivent dans des bidonvilles en Outre-Mer, explique le Collectif-Dom dans un communiqué, signé de Patrick Karam.

« L'Outre-Mer devrait figurer à ce titre au rang des priorités nationales, or, tout au contraire, les crédits qui baissent scandaleusement depuis 2004 sont réaffectés au service du plan Borloo, dit de cohésion sociale qui prévoit pour la seule métropole et la Corse des moyens supplémentaires substantiels pour lutter contre la précarisation du logement. L'Etat a déshabillé l'outre-mer pauvre pour habiller la métropole, notamment les banlieues. Il est inacceptable que la 5ème puissance économique mondiale réduise ainsi à l'état de pays sous-développés ses départements d'outre-mer !

(..) Ces questions majeures, bafouent la dignité des populations locales et constituent une vraie honte pour la France.

(..) Ce qui n'est pas acceptable en métropole, ne doit pas être accepté en outre-mer ! Faute de mesures désormais urgentes, la situation qui se dégraderait rapidement entraînerait troubles et explosions sociales.

La quasi-totalité des parlementaires d'outre-mer, les organisations sociales, syndicales, patronales qui soutiennent ce combat, manifesteront ou interpellent le Premier Ministre lors de son déplacement aux Antilles.

(..) Le jeudi 5 octobre 2006 à l'Assemblée Nationale, la conférence de presse regroupera le Collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais et Mahorais (représenté par Patrick KARAM) ; pour la Martinique le GIDOS (représenté par son président Philippe GOCAR, Nadia SERALINE, SG, Guillaume QUEYRAT, Michel AIROLA, Eddy OULY et Serge SEGUR) ; pour la Guadeloupe, Karukéra Logement, affilié à HABITAT et DEVELOPPEMENT (représenté par sa présidente, Mme Marie-Line DONGAL) ; pour la Guyane, le PACT Arim, (représenté par M. Guy FLEURIVAL, administrateur de la

**La dette globale de l'Etat pour le logement social (factures impayées aux opérateurs), atteindrait au 30 juin 2006 près de 100 M .**

Les besoins de cette filière du logement social qui réhabilite 6000 maisons par an, sont pourtant considérables, en raison du nombre élevé de chômeurs (28 %) et de bénéficiaires du RMI (10 % du total national), du vieillissement de la population et du manque de structures d'accueil notamment en Martinique et à la Réunion, de la jeunesse de la population des DOM qui nécessite une offre importante de logements nouveaux, du taux de vétusté et d'insalubrité des logements largement supérieur à la métropole, de l'importance des risques naturels (phénomènes cycloniques, tremblements de terre, inondations...), du PIB par habitant inférieur d'un tiers à la moyenne nationale.

Les 70.000 logements, type existant sur l'ensemble des départements d'outre-mer sont pour la plupart occupés par des personnes âgées et/ou en grande précarité. Aujourd'hui, des artisans ont déjà dû licencier des salariés et plusieurs sont sur le point de fermer leur entreprise : 1100 entreprises concernées et 6000 emplois directs sont menacés et autant d'emplois induits et complémentaires.

L'urgence a conduit les principaux opérateurs sociaux de l'habitat en outre-mer, à unir leurs forces lors d'une réunion tenue le 21 juin 2006, à Paris : GIDOS MARTINIQUE (Groupement Interprofessionnel des Opérateurs Sociaux) ; SICA HABITAT REUNION KARUKERA LOGEMENT Habitat et développement GUADELOUPE ; PACT de GUYANE ; PACT de la REUNION ; Club des PACT des DOM ; FNC PACT ARIM ; FEDERATION NATIONALE HABITAT & DEVELOPPEMENT.

CAF, membre du bureau PACT Guyane) ; pour la Réunion SICA HABITAT REUNION (représenté par son président Gino PONIN-BALON). La Fédération habitat et Développement sera représentée par Nicolas ROUSSEAU (chargé de mission DOM) et Jeanne FOURNIER (chargée de communication). La FNC PACT ARIM sera représentée par son directeur adjoint, Xavier BENOIST.

Des parlementaires d'outre-mer seront présents parmi lesquels les députés Philippe EDMOND-MARIETTE, Louis-Joseph MANSOUR... Un film d'une dizaine de minutes sera projeté afin de bien montrer la réalité du logement en outre-mer.

Le Collectifdom, qui a été saisi par les opé-

rateurs sociaux soutient leurs revendications légitimes : nous demandons au Premier Ministre, comme pour la métropole, de prendre les mesures nécessaires au maintien d'un secteur d'activité qui, outre sa mission sociale indispensable, est également un secteur structuré, doté d'un savoir faire spécifique et générateur important d'emploi : notamment le remboursement de la dette de l'Etat ; le rattrapage du différentiel entre les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement cumulé sur plusieurs années ; une programmation pluriannuelle des financements dédiés au logement social.

**Foss Patrick KARAM**  
Président